

20240604 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/57513/sauvetage-de-migrants-en-mer--une-nouvelle-sar-zone-tunisienne-creee-en-mer-mediterranee>

Actualités



Des gilets de sauvetage flottent dans la mer Méditerranée. Crédit : Reuters

Sauvetage de migrants en mer : une nouvelle SAR zone tunisienne créée en mer Méditerranée

Par [Charlotte Boitiaux](#) Publié le : 04/06/2024

La Tunisie devrait prochainement avoir la responsabilité de sa propre zone de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée (SAR zone). Le but : "sauver davantage de vies", selon Tunis, mais aussi intercepter davantage de migrants qui tenteraient la traversée depuis Sfax pour rejoindre Lampedusa.

"Je salue l'annonce de l'intention de créer une zone SAR tunisienne". La phrase a été publiée sur le compte X (ex-Twitter) de Matteo Piantedosi, le ministre de l'Intérieur italien, le 1er juin 2024. "[Cette SAR zone tunisienne] représente une avancée significative pour sauver des vies et contrôler les flux migratoires irréguliers", peut-on encore y lire.

De l'autre côté de la Méditerranée, c'est le ministre de la Défense tunisienne, Imed Memmich, qui a donné l'information lors de sa participation à un exercice maritime baptisé "Safe Sea 24" et mené par la Marine nationale tunisienne, du 27 au 29 mai.

"Nous voulons renforcer l'efficacité de l'intervention de l'État tunisien [...] dans le but de fournir un service de recherche et de sauvetage maritime au bénéfice de tous les usagers de la mer, tunisiens et non tunisiens, dans la zone de responsabilité tunisienne, notamment les bateaux de pêche et les navires à passagers tunisiens", [précise le communiqué tunisien](#). Le ministre de la Défense a également insisté sur la responsabilité de la Tunisie à remplir ses "obligations et engagements internationaux".

Dans une vidéo promotionnelle vantant les mérites des forces maritimes tunisiennes, Imed Memmich a détaillé la création de cette SAR zone. "Sur décision présidentielle, la Tunisie peut aujourd'hui donner un cadre juridique à ses opérations de recherche et de sauvetage en

mer. Cette décision comprend la création d'un centre de coordination [appelé MRCC, ndlr] et les garde-côtes tunisiens seront en charge de ces opérations".

Selon [l'agence de presse italienne Agenzia Nova](#), cette nouvelle SAR zone devrait être officialisée auprès des instances internationales durant le mois de juin.

Une SAR zone, c'est quoi ?

Les conventions maritimes internationales (OMI) divisent la mer - plus précisément les "eaux internationales" - en plusieurs zones. Ces zones se trouvent chacune sous la responsabilité d'un État côtier.

Au sein de sa SAR zone, un État doit donc assurer la prise en charge et la coordination des secours en mer. En Méditerranée centrale, il existe une SAR zone maltaise, italienne et libyenne, par exemple.

Concrètement, cela signifie que les navires de chaque pays peuvent se déplacer dans leurs eaux territoriales et dans leur SAR zone pour aider toute personne en détresse en mer. "Ce n'est pas une zone où l'État jouit d'une autorité ou de droits étendus, mais plutôt un espace de responsabilité", précise le professeur [Pierre Micheletti](#), responsable du diplôme "Santé-Solidarité-Précarité" à la Faculté de médecine de Grenoble, [dans the Conversation](#).



Les différentes SAR zones en Méditerranée. Crédit : SOS Méditerranée

Jusqu'à présent, la Tunisie ne disposait pas de sa propre zone de recherche et de sauvetage en mer. Lorsque des canots d'exilés quittent les côtes de Sfax et s'éloignent des eaux territoriales de la Tunisie, ils se retrouvent dans des eaux internationales sous responsabilité libyenne ou maltaise le plus souvent.

En élargissant leur champ d'intervention en mer, les autorités tunisiennes pourront donc légalement intercepter les canots de migrants dans les eaux internationales et les ramener en Tunisie. Une possibilité qui inquiète déjà Médecins sans frontières (MSF) dont le navire humanitaire Geo Barents sillonne la Méditerranée centrale.

"Nous ne considérons pas la Tunisie comme un lieu sûr"

"Notre préoccupation est que la création de cette région SAR tunisienne encourage et légitime le refoulement des migrants vers la Tunisie. Comme dans le cas de la Libye, nous ne considérons pas la Tunisie comme un lieu sûr pour les personnes qui y fuient", explique MSF

à InfoMigrants. "Les survivants [secourus en mer par le Geo Barents] ont souligné leur inquiétude quant à leur sécurité s'ils étaient ramenés en Tunisie. Le type de blessures constatées par notre équipe médicale [à bord] nous ont donné un aperçu [de la souffrance et de la violence vécues par les populations originaires des pays africains en Tunisie.](#)"

De plus, les [exilés accusent souvent les forces tunisiennes de manœuvrer dangereusement](#) près des embarcations, provoquant des naufrages. Ils sont aussi accusés de voler les moteurs des canots de migrants qui tentent de rejoindre l'Europe.

Mais peu importent les violations des droits humains, l'Italie - qui s'est donc félicitée de l'annonce de la création de cette nouvelle SAR zone tunisienne - voit surtout l'occasion de réduire davantage les flux migratoires dans son pays.

La petite île italienne de Lampedusa située à 150 km de Sfax avait été submergée en septembre 2023 par une vague d'arrivées inédite de migrants ([7 000 personnes en 24h](#)), principalement partis de Sfax. En 2023, plus de 157 000 personnes ont débarqué en Italie, contre 105 000 en 2022, selon les chiffres de l'Intérieur italien.

MRCC libyen et maltais

Cette SAR zone n'est pas la seule à faire polémique. Outre le comportement des garde-côtes tunisiens, les autorités libyennes sont elles aussi vivement critiquées par les ONG et les migrants. Début mars 2024, [un exilé est mort au cours d'une opération de sauvetage](#) en Méditerranée. Les garde-côtes libyens avaient ouvert le feu alors qu'une équipe du navire de l'ONG SOS Humanity procédait au sauvetage de migrants en détresse. L'un d'entre eux s'était jeté à l'eau et s'était noyé.

Le professeur Pierre Micheletti précise que le MRCC libyen a lui aussi été créé récemment. "Jusqu'à 2018, la Libye n'avait pas déclaré de zone SAR au large de ses eaux territoriales, faute d'une flotte suffisante et, surtout, d'un centre de coordination 'fiable'". Pour venir en aide aux migrants en détresse en mer, "l'Italie avait alors élargi de fait son champ d'activité". Pourtant, "le 28 juin 2018, Tripoli a soudainement [déclaré](#) auprès de l'OMI sa zone 'SAR' et son 'Centre de coordination et de secours maritime' [Maritime Rescue Coordination Center, MRCC], officialisés du jour au lendemain. Les Italiens ont alors passé le relais aux Libyens."

Les ONG en mer dénoncent aussi le fait que des États européens n'assument pas leur responsabilité dans leur SAR zone. [Malte par, exemple, ne répond jamais – ou si peu – aux appels de détresse](#) de migrants dans sa zone. Elle délègue les "sauvetages" aux Libyens qu'elle autorise à entrer dans sa SAR zone.

En mai 2022, par exemple, le navire humanitaire Geo Barents – qui avait secouru 470 migrants au cours de sept opérations - n'a jamais pu entrer en contact avec La Valette, ni pour se faire aider à sortir les migrants de l'eau, ni pour un éventuel débarquement des rescapés dans un port maltais.

La Méditerranée centrale reste une des routes migratoires les plus meurtrières au monde. Plus de 2 500 migrants y sont morts en 2023, un record. Et depuis 2015, plus de 17 000 exilés s'y sont noyés.